

Notre Ministre passe son temps à annoncer dans les médias que nous sommes prêts. Nous sommes prêts à rendre hommage. Nous sommes prêts à faire face à l'épidémie de covid. Nous sommes prêts pour les rentrées qui, paraît-il, se déroulent dans des conditions normales. Bref, nous sommes prêts à fonctionner en tant que fonctionnaires.

Le sommes-nous encore ?

Nous n'étions pas prêts à accepter de ne faire qu'une minute de silence pour rendre hommage à un professeur décapité pour avoir fait son travail. Nous n'étions pas prêts à faire comme si tout allait bien au prétexte que cela fait déjà quatre semaines que Samuel Paty est mort et que l'actualité a amené d'autres sujets au devant des caméras. Nous n'étions pas prêts à oublier. Nous n'étions pas prêts à faire face au mépris et à l'humiliation subis par tous ceux qui enseignent avec conviction les valeurs de la République française. Nous n'étions pas prêts à ne pas rendre un hommage digne à notre collègue lâchement assassiné. Pourtant, notre ministre a considéré que la suite à donner à ce tragique épisode pouvait se limiter à la lecture d'un texte honteusement caviardé suivi d'une simple minute de silence.

Nous ne sommes pas prêts à accepter d'être des fonctionnaires avant d'être des personnes. Nous ne sommes pas prêts à risquer nos vies, celles de nos proches, celles de nos élèves et de leurs familles pour assurer nos missions dans un cadre sanitaire dégradé. Nous ne sommes pas prêts à valider encore une fois la parole ministérielle en faisant en sorte que « *localement* », « *si possible* » et « *si les conditions le permettent* » le protocole s'adapte. Qui peut encore croire au soi disant renforcement du protocole sanitaire : il y a toujours autant d'élèves, entassés dans des classes sans le moindre respect des distances, des équipements sanitaires insuffisants et pas de moyens humains supplémentaires pour assurer les cours, la surveillance ou l'hygiène des locaux. Le protocole qui nous est présenté n'est rien d'autre qu'un renforcement de l'allègement du protocole de juin dernier.

Le monde de l'éducation ne fonctionne encore que par la bonne volonté et la motivation des personnels qui y travaillent, ce qui risque rapidement de ne plus suffire. Combien de temps encore devons-nous accepter, supporter d'être socialement dégradés : nos métiers sont de moins en moins attractifs, de moins en moins payés, de moins en moins reconnus mais de plus en plus méprisés par la haute hiérarchie de notre administration centrale ? Combien de temps encore devons-nous accepter, supporter d'assister à la dégradation de nos conditions de travail : il faut gérer de plus en plus d'élèves tout en effectuant de plus en plus d'heures de travail, pour un résultat de moins en moins satisfaisant pour nos élèves puisque l'école est rendue incapable de réduire les inégalités ? Et, pour corollaire, combien de temps encore devons-nous accepter, supporter d'assister à l'augmentation du risque de dégradation de la santé et de la qualité de vie au travail ?

Nous sommes prêts à reconnaître aujourd'hui que le ministre de l'Éducation Nationale se montre particulièrement condescendant et méprisant envers les personnels.